

Pour une Année 2018 d'action en faveur des droits sociaux et démocratiques.

Au vu des vœux du Président de la République et ses récentes déclarations sur la volonté d'accélérer les réformes structurelles, déjà bien entamées pour la plupart, l'année 2018 telle que le gouvernement la veut, se dessine.

Elle s'annonce terrible pour les valeurs et les institutions que toutes celles et ceux qui défendent **la liberté** (celle du « **pouvoir d'agir** » et de l'**exercice effectif des droits**), **l'égalité** (et pas le « ruissellement de ceux qui ont tout vers ceux qui n'ont rien ») et **la fraternité** (c' est-à-dire l'élan vers l'autre, considéré et respecté comme **un être égal à moi-même**, un frère ou une sœur en humanité).

Terrible aussi pour les services publics avec le dispositif « CAP 22 » (Comité Action Publique 2022), l'asphyxie budgétaire sur tout ce qui peut constituer un atout pour l'amélioration des outils à usage commun permettant un meilleur « vivre ensemble » au quotidien (santé, travail, logement, transports, éducation, culture et loisirs...).

Reculs terribles sur les droits au travail, sur la sécurité sociale, sur les droits démocratiques.

Stoppons là l'énumération catastrophique qui fait basculer dans l'absurde les vœux de bonheur en 2018 (et plus encore celui de bonne santé pour qui connaît de près l'état actuel du système de soins dans ce pays malgré le dévouement des personnels!). Absurdes peut être mais nécessaires comme acte fraternel et de résistance, pour peu qu'ils soient lucides sur le contexte dans lequel ils se formulent et ne se résumant pas à un simple rituel !!!

La lucidité, la compréhension du réel sont nécessaires en ce temps de brouillage idéologique volontaire de la part des puissants engagés comme jamais dans une manipulation des mots et des idées, pour secréter le scepticisme, la résignation et la servitude volontaire et les parer d'habits vertueux.

Tous les jours, le consensus, la « gentille bienveillance », l'union nationale sont magnifiés entre deux coups de bâtons et les frappes contre celles et ceux qui n'ont pas abdiqué sur leur désir de dignité. Contre celles et ceux qui rappellent que ce qui peut souder une société humaine, c'est seulement des règles d'organisation au service de l'intérêt général, l'effort commun pour faire régner réellement la liberté, l'égalité la fraternité.

Oui, ces vœux sont longs comme les jours de chômage, de pénurie des fins de mois dans les familles, des heures d'attente dans les urgences hospitalières, devant les guichets des services publics pas encore fermés.

Oui, à la Convergence nous ne nous résignons pas aux reculs programmés des services publics !!!

Oui, nous voulons la reconnaissance des biens communs face à la privatisation et n'acceptons pas la logique du « plus c'est utile à tous et plus ça doit être privé et payant ! », pas plus que nous n'acceptons le diktat médiatique de la rapidité et du « faire court » face à la complexité du monde, diktat qui aboutit aussi bien à réduire le temps du débat démocratique, de la réflexion qu'à l'asservissement intellectuel.

Alors **oui**, la Convergence présente sincèrement ses vœux de bonne année 2018 auxquels elle donne consciemment le sens d'**un APPEL à l'action**, face au retour de la nostalgie des Dieux et du Président - monarque, fondé sur son mot d'ordre originel : « **pas de République sans services publics et pas de services publics sans participation effective à leur fonctionnement et à leur gestion des citoyens salariés et usagers** ».

A l'heure de la main mise de la finance sur l'État et l'action publique la question de l'intérêt général et de l'action publique réellement au service de la population - **POUR et AVEC** elle- devient structurelle et centrale.

C'est pourquoi nos vœux pour 2018 s'adressent à toutes et tous afin qu'elle soit une grande année pour **l'action en faveur des droits sociaux et démocratiques aussi bien à l'entreprise que dans la vie politique**. La Convergence et ses collectifs mettront toute leur énergie et leur force pour porter dans la population le **Manifeste des services publics du XXI^{ème} siècle et le questionnaire qu'elle vient d'élaborer avec ses partenaires associatifs, syndicaux et politiques**. Il est destiné à favoriser la **mobilisation contre les objectifs destructeurs du CAP 22 (supprimer 120 000 emplois de fonctionnaires, récupérer 60 milliards d'euros...)**, et à permettre le débat démocratique et le rassemblement pour une nécessaire reconquête des services publics.